



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
30907 NÎMES Cedex 02

NÎMES, le 01/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société des CEMENTS CALCIA

Route de Bellegarde
B.P. 130
30300 BEAUCAIRE

Références : 2023-08-
Code AIOT : 0006600453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/08/2023 dans l'établissement Société des CEMENTS CALCIA implanté Usine de Beaucaire - Route de Bellegarde B.P. 130 30300 Beaucaire. L'inspection a été annoncée le 31/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 30 août 2023 la société Ciments Calcia a informé l'inspection d'un incendie survenu sur sa tour aéroréfrigérante (TAR) lors d'une opération de maintenance. Une inspection réactive a été réalisée le 31 août 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société des CEMENTS CALCIA
- Usine de Beaucaire - Route de Bellegarde B.P. 130 30300 Beaucaire
- Code AIOT : 0006600453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Ciments Calcia de Beaucaire exploite une cimenterie, laquelle est identifiée comme installation PN (prioritaire nationale) et fait l'objet, dans ce cadre, d'au moins une inspection annuelle vis à vis de la réglementation ICPE.

Le thème de visite retenu est l'incendie du 30 août.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	rapport d'accident	Code de l'environnement du 31/08/2023, article R 512-69	/
2	permis de feu	Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 14.5	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'incendie survenu sur la TAR au cours d'une opération de maintenance alors que l'usine est à l'arrêt depuis le 17 août, il est demandé à l'exploitant de fournir un rapport d'accident pour identifier la cause de l'ignition dans le contexte de fonctionnement indiqué.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/08/2023, article R 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, rapport d'accident suite incendie TAR
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident; les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 30 août 2023 dans la matinée monsieur Pierre Munoz, responsable des travaux neufs, par intérim de monsieur David Métayer directeur de la société Ciments Calcia à Beaucaire a appelé l'inspection pour prévenir d'un incendie maîtrisé survenu le matin même sur la tour aéroréfrigérante (TAR).</p> <p>L'inspection s'est rendue sur place le 31 août 2023.</p> <p>Le four est à l'arrêt depuis le 17 août suite à la détérioration du briquetage.</p> <p>Vendredi 25 août le ventilateur d'un des deux modules de la TAR s'est détérioré. Un motoventilateur neuf a été commandé et devait être installé le 30 août et ainsi permettre le redémarrage du four cimentier.</p> <p>L'opération de maintenance planifiée devait commencer par la consolidation de la fixation de la grille qui devait supporter le nouveau motoventilateur. Mais, dès l'amorçage de la soudure s'est produit une inflammation sous le soudeur qui a pu s'extirper aussitôt. Il est indemne. Les pompiers ont été appelés et ont achevé l'extinction. La TAR n'est plus utilisable, toute la partie supérieure ayant brûlé (packing + dôme).</p> <p>Un groupe froid permettant le refroidissement des eaux sera livré vendredi 1er ce qui permettra le redémarrage du four.</p> <p>L'exploitant a transmis un premier compte rendu de l'incendie ce matin,. Les causes de l'ignition restent à déterminer avec la présence de biomasse sèche avec des conditions de températures élevées depuis l'arrêt de la TAR. La causalité de cet événement apparaît devoir constituer un retour d'expérience.</p> <p>--> En référence à l'article R 512-69 du code de l'environnement, il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un délai de 15 jours un rapport d'accident avec les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les circonstances et la chronologie de l'événement ; - l'analyse détaillée des causes comprenant notamment l'arbre des causes et les conséquences de l'accident; - les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire ainsi que la justification de ces mesures ; - l'analyse des défaillances relevées matérielles et organisationnelles y compris en matière de lutte contre l'incendie; <p>Ce rapport d'accident peut être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations réalisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2017, article 14.5
Thème(s) : Risques accidentels, permis de feu
Prescription contrôlée:tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière. Le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils doivent avoir nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.
Constats : Le 31 août, à la demande de l'inspection, un permis de feu et un plan de prévention conformes aux travaux qui devaient être réalisés le 30 août ont été établis par l'exploitant et son sous traitant et présentés à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

